

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# Éditorial d'<i>Unité</i> n°16

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 21 décembre 2008

---

Démocratie & Socialisme

---

Le temps est à l'orage. Les nuages s'accumulaient et le ciel s'obscurcissait depuis plusieurs années, mais c'est maintenant que ça pète. Le dumping social mondialisé, la frénésie des subprimes, la guerre des Bush, la crise énergétique étaient tant de phénomènes alarmants en soi, mais qui convergeaient en fait vers cette crise de système généralisée. Crise DU système, faudrait-il dire ! Partout, les oppositions s'expriment au grand jour, et l'ennemi est le même partout : c'est le capitalisme financier. C'est contre lui que se battent les ouvriers chinois, les étudiants grecs ou encore les salariés italiens. La violence sociale est amplifiée par le fait que les gigantesques répercussions sociales de la crise financière s'abattent sur un salariat déjà touché au coeur depuis 30 ans par la mondialisation libérale. Aujourd'hui, c'est donc la crise au carré. Et c'est pour cela qu'ils ont peur, même en France. Ce n'est pas un socialiste qui le dit. C'est Sarkozy lui-même ! Cet éminent spécialiste thatchérien de la lutte des classes craindrait en effet des « affrontements sociaux » majeurs, voire des « événements violents, un peu comme en Grèce » [1].

Les libéraux en sont conscients : la crise est déjà un cataclysme social. En France, des centaines de boîtes sont déjà en train de licencier, tandis que les salariés des constructeurs automobiles sont acculés au chômage technique pour la fin de l'année... Face à cette situation sociale gravissime, la droite a le culot de sortir de son chapeau un plan dérisoire de 15 milliards d'euros, alors que les « caisses vides » avaient par miracle accouché de 320 milliards pour sauver les banques. De qui se moque-t-on là-haut ? Ce plan fourmille d'effets d'annonce politiques qui prouvent que notre président ne se refait pas. Ainsi, il annonce fièrement l'allocation de 200 millions à la rénovation urbaine pour 2009, en se gardant bien de communiquer sur les 155 millions qu'il lui retire pour l'année 2008... Plan gadget donc, concocté à la vavite par des amis des travailleurs tels que Devedjian, et qui a pour fonction réelle de camoufler la véritable politique de la droite : recours renforcé aux heures supplémentaires, retraite à 70 ans, travail dominical... C'est toujours la même rengaine, ce combat acharné du capital pour baisser le « coût du travail », mais cette fois-ci, le climat général a changé. Cette fois, ce sont eux qui sont sur la défensive.

Ce sont eux les responsables du désastre. Et plus d'Union Soviétique pour servir d'épouvantail. Second changement d'importance : le rôle devenu totalement parasitaire de la finance de marché débridée. Elle absorbe des fonds vertigineux à l'entrée, mais, à la sortie, bien peu de cash est rendu à la fameuse « économie réelle », que la finance dit servir... Il est bon de rappeler ou d'apprendre, car le propre de l'idéologie est de se présenter comme une vérité indiscutable « qu'aux Etats-Unis, la contribution nette des marchés boursiers au financement des entreprises est devenue... négative » [2] !

Voilà peut-être une porte de sortie pour notre PS à la dérive. Pas de guerre des clans et des egos ! Il faut être avec notre camp, avec notre classe. Peu importe ceux qui attendent devant la porte, ceux qui la ferment ou encore ceux qui la prennent, car ces positions tactiques seront vite balayées par l'histoire. Unité d'action, camarades ! Contre la droite qui ment, qui vole et qui triche. Contre le retour de l'ORTF, contre la casse des lycées et des RASED, contre ces banques qui font des profits mirobolants après nous avoir entraînés dans l'abîme. Si l'on veut prendre le pouvoir et changer la vie, il faut commencer par s'opposer. Car dans quelques mois, le pouvoir sera peut-être à prendre...

**Jean-François Claudon, 75**

---

[1] Canard Enchaîné du 10 décembre 2008.

[2] LORDON F., Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières, Raisons d'agir, 2008, p. 96.